

Union européenne : la Finlande et la Suisse

Autor(en): **Gavillet, André**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **31 (1994)**

Heft 1187

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1009616>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La Finlande et la Suisse

REPÈRES

57% de Finlandais se sont prononcés dimanche 16 octobre pour l'adhésion de leur pays à l'Union européenne. Les opposants ont réuni 43% de «non». Ils représentaient, entre autres, surtout les milieux agricoles. L'agriculture, qui représente 3% du PIB, est formée de petites exploitations, largement subventionnées.

(ag) Le oui des Finlandais était attendu. Face à une Russie instable, l'ancrage européen est un réflexe de sécurité. S'y surajoutaient les raisons économiques. La Finlande n'est pas encore remise de l'effondrement de son commerce avec l'Est, comme en témoigne le canal de Vyborg, construit à grands frais pour exporter les produits finlandais vers St-Petersbourg, aujourd'hui désert, à l'exception de quelques croisières touristiques.

La Suisse, lit-on dans les commentaires, est concernée: l'AELE perd une nouvelle maille. Résultat prévu et commentaire conformiste. Or la réalité est plus riche.

De fait, les liens fino-suisse sont plus étroits, affectivement, que ne le suggère la distance géographique. Et les analogies ressenties ne se limitent pas aux lieux «communs» de neige, de sapin et de lac.

On a oublié, dans les commémorations innombrables de la dernière guerre, ce qu'a signifié en 1939 l'agression de l'URSS stalinienne contre la Finlande se défendant seule. La participation émotive de la Suisse fut inouïe. Les exploits des patrouilles de skieurs de fond finlandais surprenant des troupes russes moins mobiles étaient vécus comme autant de Morgarten. Même si, après trois mois, la Finlande dut capituler devant une attaque frontale dans l'isthme de Carélie, son esprit de résistance contribua à fortifier

en Suisse la volonté de tenir bon. Si la Finlande reprit les armes en 1941 contre l'URSS, elle sut faire reconnaître sa situation particulière en signant en 1944 (il y a cinquante ans) un armistice séparé, ce que la Hongrie de Horty, elle, ne réussit pas.

Le maréchal Mannerheim, auquel Henri Guisan vouait une grande admiration, pour ses qualités militaires et par affinités idéologiques de conservateur de droite, est mort à Lausanne. Le rapatriement de son cercueil se fit avec les honneurs militaires. Non, la Finlande n'est pas, pour la Suisse, n'importe qui. Il est évident que son choix européen, que l'on croit facilement expliquer, est aussi celui d'un pays neutre, farouchement accroché à son indépendance, si récente qu'elle soit (1917). A moins qu'il n'y ait plus de mémoire collective, nul doute que son vote touche la Suisse au profond.

Le choix de la Finlande va peser sur le destin des pays baltes et notamment de l'Estonie, qui parle une langue proche, et qui est voisine: Helsinki-Tallin, 80 kilomètres. L'immédiate proximité de la Russie va renforcer la neutralisation des politiques extérieures nationales.

Le visage de l'Union européenne a changé, dimanche, en profondeur. La Suisse aura à en tenir compte. Cela dépasse le sort de l'AELE. ■

Médias

Naissance du supplément genevois *Matin Dimanche*. Une équipe d'une dizaine de rédacteurs prépare ce cahier diffusé dans une partie de la Suisse romande et les régions françaises voisines.

24 Heures renforce son enracinement vaudois en développant l'information locale. La campagne précédant cette mutation a permis de redécouvrir les sobriquets des habitants de nombreuses localités.

Pour ne pas avoir à tricher avec l'actualité, le magazine hebdomadaire allemand *Focus*, qui fait trembler le traditionnel *Spiegel*, a publié deux éditions cette semaine. Lundi, l'édition normale et mardi une édition spéciale, consacrée aux résultats et commentaires électoraux.

La télévision alémanique a produit, jusqu'ici, cinq films pour la série criminelle *Tatort* (le lieu du crime) des télévisions de langue allemande (*SSR, Autriche 2, et Allemagne 2*). Les quatre premières ont été pro-

duites en dialecte alémanique pour la Suisse et en version allemande pour les autres diffuseurs. La cinquième séquence en allemand seulement, pour des raisons budgétaires et linguistiques. Ce sera encore le cas pour la prochaine émission.

LIFTING

Le Courrier cherche un million de francs, montant de la souscription ouverte, pour se lancer dans un lifting ambitieux, qui comprendra l'ouverture d'une antenne vaudoise et ce, bien que l'existence du *Courrier* soit toujours menacée financièrement. «Face à l'adhésion de disciples de plus en plus nombreux aux dogmes et préceptes de la secte libérale, demander la réalisation d'une civilisation qui donne à chacun de quoi se nourrir correctement, un logement, les soins essentiels et une instruction lui permettant de comprendre le monde devient hautement subversif», écrit *Le Courrier* dans son communiqué de presse, et il ajoute: «Qui d'autre défend ce projet, dans l'actuel concert médiatique». Peu de journaux, en effet. ■